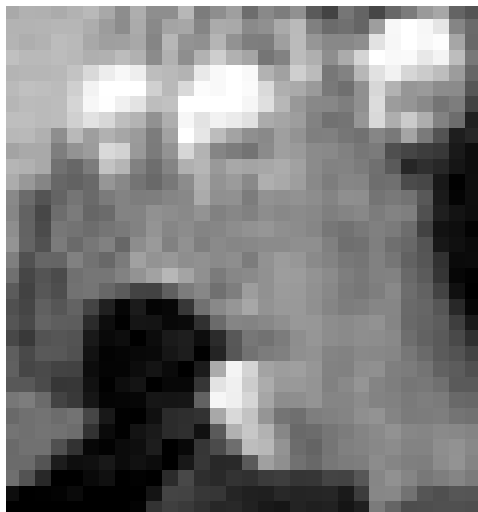


## AKTUELL

PRODUCTEURS DE LAIT

# Le lait bout

David Wagner



**Les producteurs de lait veulent survivre. Non pas en demandant plus d'argent, mais en voulant produire plus intelligemment.**

« Dat hei as keen Zirkus ! ». Ce n'est pas du cirque. Le commandant de ces hommes et femmes en armures ne pouvait pas mieux décrire ce qui se passait ce lundi dans le quartier du Kirchberg. Non, les producteurs de lait européens, 5.000 selon les syndicats (et 900 tracteurs), ne se sont pas déplacés par plaisir, ce qui, à la vue de l'inquiétante stérilité du quartier aurait relevé de la perversité. Or, les débordements tant redoutés par la police grand-ducale - qui pour l'occasion avait loué du matériel belge, notamment ces fameuses autopompes - n'ont pas eu lieu. Pourtant, ce n'est pas comme si les forces de l'ordre avaient misé sur la discrétion : entre l'extinction immédiate d'un minuscule feu sur une botte de paille et deux pneus de tracteur, la mise en évidence de leur matériel de guerre et l'encerclement du centre de conférence par ces fameux « cavaliers espagnols » (des barres de fer agrémentées de fils de barbelés divers et variés) - extrêmement dangereux en cas de mouvements de panique - la police avait cette fois pris à coeur les commandements des choses à ne pas faire en cas de manif. Aussi fallut-il à partir d'un certain moment qu'un des leaders syndicaux intervînt au micro en priant la police « de laisser les gens tranquilles ».

« Vous avez tué la poule aux oeufs d'or. Je n'ai plus d'argent », avait déclaré la commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel. C'est à ce niveau que se situe le « malentendu ». En effet, le syndicat des

producteurs de lait européens (European Milk Board, EMB) ne demande pas plus d'argent, mais, comme le rappelait la devise de la manifestation : « Pas de subventions dans le secteur du lait, mais une régulation de la production flexible ». Une revendication qui est d'ailleurs en totale contradiction avec la politique menée par la COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de l'UE), le syndicat « traditionnel » des paysans européens, axée sur la demande de subventions. D'ailleurs, la ligne de fracture est claire aux yeux de Romu-

ald Schaber, le président de l'EMB, qui déclara, lors de son allocution : « Notre pire ennemi est la COPA ». La stratégie de l'EMB s'oriente fortement vers le « modèle canadien » - que l'Organisation mondiale du commerce tente de casser : le syndicat a en effet annoncé qu'il allait, dans les deux semaines à venir, mettre en place un groupe de haut niveau constitué de « la société civile, comme les organisations de consommateurs, de scientifiques, d'ONG et du milieu politique, qui devront donner des réponses aux problèmes actuels du marché laitier ». Le but étant de produire autant de lait que nécessaire et d'éviter la surproduction subventionnée, mais ruineuse, aussi bien pour les producteurs locaux que pour ceux des pays tiers soumis au dumping des produits européens exportés.

Pour l'instant, l'EMB se réjouit des « premiers succès des producteurs de lait face à la politique de l'UE », notamment le gel volontaire de quotas par rachat de volumes partiels, ceci afin de retirer du marché les excédents de lait. Car il faut savoir que les producteurs paient la note en cas de surproduction : 27,83 euros pour 100 kilos de lait excédentaires. Finalement, même la Cour des comptes européenne (CCE) partage l'argumentation de l'EMB, en appelant la commission européenne à « surveiller le développement du marché des produits laitiers afin d'éviter que la libéralisation du secteur mène à de nouvelles surproductions ». Si désormais même la CCE découvre l'irrationalité du libéralisme économique... Nous vivons une époque formidable.

## SHORT NEWS

## A la française

Tout commence par une rumeur selon laquelle les ouvriers auraient séquestré « le patron » de la faïencerie Villeroy et Boch. A notre arrivée sur les lieux au Rollingergrund, les ouvriers et responsables syndicaux nous expliquent que personne n'est retenu sur le site contre son gré. Il n'empêche que l'atmosphère est électrique. Dans le local qui fait office de salle de négociation, le directeur Charles-Antoine de Theux de Meylandt de Montjardin, le directeur du site et beau-fils de l'ancien directeur, discute nerveusement avec ses collaborateurs. S'ils ne sont pas retenus par la force, ils ne semblent pas non plus avoir trop le courage de s'en aller. Car depuis quelques heures déjà, les salarié-e-s excédé-e-s de subir depuis des mois la violence patronale, ont quitté leurs machines et sont venu-e-s s'installer dans les couloirs, après avoir appris une nouvelle fois que la direction n'était prête qu'à accorder de ridicules concessions. « On attend jusqu'à ce qu'ils bougent », nous explique une salariée très remontée. Il est vrai que les revendications des syndicats sont bien éloignées des maigres concessions du patronat : tandis que les premiers demandent une indemnisation de 225 euros par salarié par mois travaillé, la direction se refuse d'aller au-delà de 25 euros. Pour les syndicats, il est en tout cas hors de question d'aller en dessous de 120 euros. Comme nous le dit le secrétaire de négociation de l'OGBL, Alain Matteoli : « Pour le dire poliment, nous en avons marre de nous laisser baiser. Les salariés n'ont plus rien à perdre ». En effet, la grande majorité des salarié-e-s a une bonne vingtaine d'années de maison et il sera bien difficile pour eux de trouver un nouvel emploi, surtout en période de crise. Une autre ouvrière s'emporte : « On a presque laissé tomber notre famille pour Villeroy. On travaillait même le week-end et on faisait les heures supplémentaires qu'ils nous demandaient ». Pour l'instant, seuls sept des 230 salarié-e-s sur la sellette ont réussi à se reclasser. La colère des salarié-e-s est attisée par l'attitude de la direction, que tous s'accordent à qualifier d'« arrogante ». Un salarié désirant rester dans l'anonymat nous confie d'ailleurs que la direction a pour coutume de licencier « arbitrairement ». En clair : les plus anciens, les mieux payés ou les plus engagés syndicalement ont été liquidés en priorité. Mais c'est vers 16 heures que les représentants syndicaux et la direction annoncent aux salarié-e-s leurs « avancées ». La direction ferait preuve d'« ouverture » : les heures de grève seront payées et le comité restreint aurait une entrevue avec le PDG de l'entreprise, lundi matin à Mettlach. Deux bus remplis de salarié-e-s étaient censés s'y rendre pour manifester devant le siège de la société. Les salarié-e-s restent sceptiques. Il y en a même un qui lance « vous n'allez quand même pas nous brader encore une fois ! ».

## Rouge-vert contre rose

Après une conférence de presse vendredi dernier de déi Lénk pendant laquelle le parti avait tiré à boulets rouges sur le projet de loi 6068 du ministre du Travail Nicolas Schmit (LSAP), c'était au tour des jeunes Verts. Mardi, ils avaient invité la presse devant l'Adem pour y dénoncer le texte, qui se base sur l'ancien projet « 5611 » et qui avait provoqué une grève des lycéens en novembre 2006. Les Verts ont pour leur part annoncé qu'ils voteraient contre le projet. Aussitôt, les Jeunesses socialistes (JSJ) sont venues en aide à leur ministre, prenant la défense de ce texte que même l'OGBL désapprouverait officieusement, selon nos sources. Les JSJ avaient pourtant participé en 2006 à la fronde anti-Biltgen. Les jeunes socialistes semblent être les seuls à refuser le rapprochement de la nouvelle loi avec le projet de loi 5611. Serait-ce lié à la couleur politique du ministre du travail actuel ? Honni soit qui mal y pense.